

Pôle Investissement
Direction des Achats, de la Logistique et du Biomédical

Pouvoir adjudicateur :

CHU de BREST
Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale
2 avenue Foch
29609 BREST CEDEX

Appel d'offres ouvert

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Fourniture et livraison de repas cuisinés en liaison
froide, de denrées et produits alimentaires
pour le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix**

La procédure de consultation utilisée est un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2124-2 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique (version en vigueur au 1^{er} avril 2019)

Rédacteur : Nicolas BESNAULT
Date : 25 novembre 2024
Référence : 2024DAL0097



SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	3
1.1 Désignation	3
1.2 Décomposition en lots	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ	3
2.1 Procédure.....	3
2.2 Forme du marché	3
ARTICLE 3 – DUREE	4
3.1 Durée de l'accord-cadre.....	4
3.2 Délais d'exécution	4
3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires.....	4
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION	5
5.1 Commandes	5
5.2 Livraisons	5
5.3 Opération, vérification, admission	6
ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT.....	6
6.1 Règlement des fournitures.....	6
6.2 Modalités de révision.....	8
6.3 Clause butoir	8
6.4 Versement d'avance	9
6.5 Conditions de règlement.....	9
6.6 Dématérialisation des factures	10
ARTICLE 7 – PENALITES	11
7.1 Pénalités de retard d'exécution des prestations.....	11
7.2 Pénalités pour mauvaise exécution.....	11
7.3 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail.....	11
ARTICLE 8 – ASSURANCES.....	11
ARTICLE 9 – RESILIATION	12
ARTICLE 10 – DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	12
ARTICLE 12 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	13

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1^{er} avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

Préambule sur le Groupement Hospitalier de Territoire - GHT

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été formé au 1^{er} juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex
- Le Centre Hospitalier de Crozon
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON
- Le Centre Hospitalier de Landerneau
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur
9 rue Traon Bezen – 29620 LANMEUR
- Le Centre Hospitalier de Lesneven
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN

A ce titre, l'acheteur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

qui assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation de l'accord-cadre et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer l'accord-cadre, les avenants et de les notifier.

Chaque établissement partie exécute l'accord-cadre.

D'autres établissements membres du GHT sont susceptibles de s'ajouter à cet accord cadre dans le cadre du groupement. Un ajout éventuel ferait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 1 – OBJET

1.1 Désignation

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet la prestation suivante :

Fourniture et livraison de repas cuisinés en liaison froide, de denrées et produits alimentaires

Pour les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de Bretagne Occidentale (GHT BO) suivants :

- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix (CH de Morlaix)

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Décomposition en lots

Les fournitures sont composées des 3 lots suivants :

N°	Désignation
1	Fourniture et livraison de plats cuisinés, de denrées alimentaires et boissons nécessaires à la préparation de l'ensemble des repas et collations par les agents des services du médico-social
2	Fourniture de laitage individuel pour les patients hors médico-social
3	Fourniture de denrées alimentaires pour les restaurants du personnel et de l'internat

Les accords-cadres conclus à l'issue de cette consultation incluent automatiquement tous les autres produits correspondant à des besoins occasionnels de faible montant, de même nature et non repris dans les CCTP et sur les bordereaux de prix unitaires, et dont l'utilisation est très irrégulière. Ces produits feront l'objet d'un prix sur le tarif en vigueur au moment de la survenance du besoin.

Les quantités inscrites aux CCTP sont des quantités indicatives basées sur les consommations antérieures.

Les lots composant la consultation pourront être attribués à un ou plusieurs fournisseurs.

ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, par application des articles R2124-2 et R2161-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

Le marché revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire sans remise en concurrence, fixant toutes les dispositions contractuelles, selon les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Décret

n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, avec un montant maximum fixé à 6 135 000.00 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 – DUREE

3.1 *Durée de l'accord-cadre*

L'accord-cadre prend effet à compter du 19 juillet 2025 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 12 mois.

Au-delà de sa première période d'exécution, il pourra éventuellement être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois par reconduction tacite du CHU de Brest. Dans le cas contraire, la dénonciation sera possible jusqu'à 3 mois avant l'échéance.

La durée totale de l'accord-cadre (périodes de reconductions comprises) ne pourra excéder 48 mois.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

Toutefois, l'acheteur se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution de la prestation. A défaut d'accord, l'accord-cadre sera résilié en totalité ou partiellement – si le litige ne concerne qu'un lot de l'accord-cadre – par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.2 *Délais d'exécution*

Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés selon les modalités précisées à l'article 5 du présent CCAP.

3.3 *Marchés complémentaires et /ou similaires*

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes
- les bons de commande
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – Arrêté du 30 mars 2021.
- la réponse technique du titulaire

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire de l'accord-cadre ; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'accord-cadre se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution de l'accord-cadre, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

5.1 Commandes

L'exécution de l'accord-cadre s'opère par bons de commande établis au fur et à mesure des besoins et visés et adressés par le CH de Morlaix.

Le bon de commande vaut mise en demeure pour l'application de l'article 11 et pour l'exécution par défaut prévue à l'article 41 du CCAG /FCS.

Le bon de commande comporte :

- la référence au présent accord-cadre
- le numéro de commande
- le nom et l'adresse du titulaire
- la désignation de la fourniture
- les lieux et jours/heures de livraison
- la date limite de livraison
- les quantités commandées
- les prix unitaires
- le montant total HT et TTC du bon de commande
- l'adresse de facturation.

Toute livraison effectuée en l'absence de bon de commande ne fera l'objet d'aucun règlement.

5.2 Livraisons

Les livraisons de fournitures sont effectuées suivant les dispositions visées aux CCTP et conformément aux modalités pratiques décrites ci-dessous.

Elles seront faites par les soins du titulaire, à ses frais et risques, sans minimum de commande.

Toute disposition sera prise sur les emballages pour assurer une identification détaillée du produit afin de permettre un contrôle rapide à la réception.

Le délai d'exécution court à compter de la date d'émission du bon de commande. A défaut du respect des différents délais prévus, il sera fait application de l'article 7.1 du présent CCAP.

IMPORTANT

En cas de **problème** concernant ces livraisons, le fournisseur s'engage à prévenir le CH de Morlaix, **dès réception de cette commande.**

En cas :

- de refus de livraison
- de livraison incomplète
- de retard
- de non-remplacement dans les délais impartis d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet,
- en cas de rupture de stock d'un produit référencé à l'accord-cadre

le CH de Morlaix pourra s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

En cas de rupture de stock d'un produit référencé à l'accord-cadre et que le titulaire est à même de remplacer par un produit d'une autre référence : le prix facturé ne pourra être supérieur à celui du produit retenu à l'accord-cadre si celui-ci est plus cher.

En cas de refus de réalisation de la prestation dans les délais impartis, l'acheteur pourra confier la prestation auprès du fournisseur de son choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

5.3 Opération, vérification, admission

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité de la prestation avec les spécifications de l'accord-cadre seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 29 du CCAG /FCS.

Le CH de Morlaix procède aux opérations de vérification qu'il estime nécessaires, et telles que définies dans le CCTP.

Dans le cas où des échantillons ont été demandés dans le cadre de la consultation, l'échantillon et sa fiche technique fournis par le titulaire dans le cadre de la consultation serviront de critères de référence et demeurent contractuels en cas de contestation sur les livraisons.

En cas de **litige**, l'établissement se réserve le droit de faire procéder **à tout contrôle de la qualité**.

Les produits livrés qui ne seraient pas strictement identiques aux modèles proposés, qui, à l'usage, ne donneraient pas satisfaction ou qui ne seraient plus livrés selon les directives indiquées au CCTP, devront être repris ou échangés aux seuls frais du fournisseur.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité indiquée sur le bon de commande, le titulaire de l'accord-cadre, suivant le cas, se verra refuser l'excédent de la commande ou au contraire invité à compléter la livraison dans les délais prescrits.

Vérification : elle sera menée par les agents désignés à cet effet et sera qualitative et quantitative, conformément aux dispositions du CCTP.

Admission : l'admission sera prononcée par l'agent habilité au service. Elle est matérialisée par le bulletin de livraison et son duplicata qui, visé par signature du représentant de la personne responsable du marché vaut procès-verbal d'acceptation, sous réserve des vices cachés. La signature du bon de livraison par la personne responsable des réceptions est impérative. A défaut la marchandise sera considérée comme non réceptionnée.

ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT

6.1 Règlement des fournitures

Les fournitures et prestations sont réglées par le CH de Morlaix.

Les fournitures et prestations sont réglées sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités livrées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture, ainsi que tous les frais afférents au traitement administratif de la commande, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, **au transport**, jusqu'au lieu de livraison.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'accord-cadre sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA doit être précisé.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage.

Les seuils minima de commande ne sont pas acceptés.

Les prestations pour lesquelles l'accord-cadre ne prévoit pas de tarification contractuelle (mentionnées dans les bordereaux de prix) seront réglées par application de prix faisant suite à un devis quantitatif et estimatif selon les prestations demandées, et approuvées par la Direction du CHPM.

Les prix ainsi établis et acceptés par devis seront réputés en vigueur au jour d'exécution des prestations et ne pourront donner lieu à révision.

Ces prestations supplémentaires devront faire l'objet d'une facturation détaillée particulière.

Elles devront rester dans la limite de 10 % du montant du marché annuel.

• **Spécificités applicables aux prix du lot 1 :**

Pour les résidents les prix sont établis au forfait /journée alimentaire pour l'ensemble des services.

Le montant forfaitaire des repas est détaillé dans le bordereau de prix unitaire (annexe 11 du mémoire technique relatif au lot 1).

Les prix sont détaillés comme suit :

Coûts alimentaires :

- Le coût détaillé de chaque composant de repas
- Le coût du repas complet
- Le chiffrage forfait par jour incluant des denrées annexes

• **Spécificités applicables aux prix du lot 2 :**

Les prix sont établis au prix portion par type de laitage.

Le montant unitaire des différents laitages est détaillé dans le bordereau de prix unitaire (annexe 8 du mémoire technique relatif au lot 2).

Les prix sont détaillés comme suit :

Coûts alimentaires :

- Le coût détaillé des différents laitages

• **Spécificités applicables aux prix du lot 3 :**

Les prix sont établis au prix unitaire mono portion et multi portions.

Le montant forfaitaire des repas est détaillé dans le bordereau de prix unitaire (annexe 9 du mémoire technique relatif au lot 3).

Les prix sont détaillés comme suit :

Coûts alimentaires :

- Le coût unitaire des différentes composantes
- Le coût unitaire du sandwich

6.2 Modalités de révision

Les prix sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 de la date de notification de l'accord-cadre.

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont fermes pour la 1^{ère} année d'exécution.

Au-delà de la 1^{ère} année d'exécution, les prix pourront éventuellement faire l'objet d'une révision périodique annuelle, selon un coefficient de variation en hausse ou en baisse, obtenu par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o [0.2 + 0.8 I/I_o]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix initial ou précédent selon le cas

I = Valeur du dernier indice connu, à la date de la demande de révision, relatif à l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10 – Produits des industries alimentaires – Base 2021 – **Identifiant : 010764061**

I_o = Valeur de l'indice initial (indice connu à la date de réception de l'offre) ou précédent, relatif à l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 10 – Produits des industries alimentaires – Base 2021 – **Identifiant : 010764061**

Les indices à retenir pour le calcul des révisions sont disponibles sur le site de l'INSEE, <http://indicespro.insee.fr>.

Sur cette base, et au début de chaque période de révision, le titulaire doit faire parvenir au CHU de Brest un barème des prix applicables pour la période suivante.

En cas :

- d'absence d'indice sur une période, l'indice à prendre en considération sera celui de la période précédente
- d'évolution de la base de l'indice : si durant la période d'exécution de l'accord-cadre, la base de l'indice (servant de base au prix de celui-ci), vient à être modifié ou supprimé, l'accord-cadre est aménagé sur ce point par un avenant, prenant une autre base de calcul du prix, avec modification de l'indice le cas échéant. A défaut d'accord entre les parties sur la rédaction de cet avenant, l'accord-cadre est automatiquement résilié sans indemnité à partir du jour de la modification ou de la suppression ou de la modification de la base initiale.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale et est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de reconduction concernée.

Pour chaque révision, le fournisseur devra en faire la demande par lettre recommandée au moins 30 jours avant la date de révision annuelle.

Les hausses et les baisses résultant d'une révision de prix ne seront applicables qu'après accord écrit du Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant. Cet accord doit intervenir dans les 30 jours calendaires à compter de la date de réception du courrier recommandé. Le silence gardé par le CHU de Brest vaut refus de la proposition.

6.3 Clause butoir

Le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues à l'article 6.2 du présent CCAP, ne pourra être à 3% du dernier prix.

6.4 Versement d'avance

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé conformément à l'article 11.1 /Option B du CCAG/FCS portant application de l'article R2191-7 Al. 3° du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) du montant initial toutes taxes comprises de la commande.

Si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la commande divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

6.5 Conditions de règlement

La présentation des demandes de paiement et modalités de règlement s'effectueront dans les conditions fixées aux articles 11 et 12 du CCAG /FCS.

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro et la date du bon de commande
- ◇ le numéro de l'accord-cadre
- ◇ la désignation précise de la fourniture livrée
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des fournitures
- ◇ le pourcentage de remise accordé
- ◇ le prix unitaire net H.T. (remise déduite)
- ◇ le montant hors T.V.A.
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A.
- ◇ le montant total T.V.A. comprise correspondant aux fournitures livrées
- ◇ la date de facturation

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures au CH de Morlaix.

Le délai global de paiement du présent accord-cadre est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

Il doit être établi une facture par livraison. Les factures seront transmises le jour même de la livraison (et au plus tard fin de décade de livraison).

6.6 Dématérialisation des factures

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique a prévu une dématérialisation des demandes de paiement applicable depuis le 1^{er} janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée jusqu'au 1^{er} janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est ainsi désormais obligatoire pour toutes les demandes de paiement.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Les identifiants de facturation du CH de Morlaix sont :

CHORUS PRO – CH Pays de Morlaix	
Identifiant Structure	26290009500015
Service	cuisine
Code service	W
Engagement	OBLIGATOIRE

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

ARTICLE 7 – PENALITES

7.1 Pénalités de retard d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG /FCS, au cas où les produits ne seraient pas livrés dans le délai fixé par le présent accord-cadre, et sauf si une prolongation de délai a été accordée de manière écrite par le CH de Morlaix, le fournisseur encourt sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de livraison et de la date d'expiration du délai contractuel, des pénalités forfaitaires journalières définies selon les modalités suivantes :

- 100€ HT à partir du 1^{ère} jour calendaire de retard par ligne de produit manquante

De même le titulaire défaillant encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- 300€ HT par constat d'indisponibilité des marchandises non remplacées par un équivalent,
- 150€ HT par rejet de marchandises non remplacées dans le délai imposé par le CH de Morlaix.

Toutes ces pénalités sont cumulables.

Le CH de Morlaix établira un mémoire indiquant les périodes concernées et leurs montants. Ces pénalités feront l'objet d'un titre de recette ou seront, le cas échéant, retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Si des anomalies sont constatées par rapport aux obligations du prestataire, elles feront l'objet d'une mise en demeure. Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours, à compter de la réception de la mise en demeure, pour répondre aux anomalies constatées.

Si au-delà de ces 10 jours, il ne s'est pas exécuté, le CH de Morlaix se réserve le droit de mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, avant l'achèvement de celui-ci, par une décision de résiliation qui en fixera la date d'effet.

Dans ce cas, le CH de Morlaix pourra également pourvoir aux insuffisances du titulaire défaillant en faisant livrer, aux frais et risques de ce dernier, les fournitures faisant l'objet de l'accord-cadre par un autre fournisseur.

7.2 Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de non-conformité des prestations constatée à l'issue des contrôles définies à l'article 13 du CCTP concernant le lot 1, à l'article 9 du CCTP concernant le lot 2 et à l'article 13 du CCTP concernant le lot 3, une pénalité de 300 euros HT sera appliquée par constatation, à défaut de traitement et de correction de ces non-conformités dans un délai de 48H après le constat.

7.3 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile

pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du CH de Morlaix, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- Par son personnel salarié
- Par ses matériels
- Du fait de l'exécution de l'accord-cadre avant et après admission des prestations.

ARTICLE 9 – RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 43 du CCAG /FCS.

L'acheteur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier l'accord-cadre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- **carence du fournisseur** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- **cessation de fabrication ou commercialisation** de la part du fournisseur attributaire qui en aura avisé le Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest au moins deux mois à l'avance ;
- **non-respect de l'une des clauses du présent CCAP** et, particulièrement, celles de l'article 5 concernant les modalités d'exécution ;
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire. Dans ce cas, l'accord-cadre sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom du CHU de Brest sur les prix prestations non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

ATTENTION :

En cas de manquement du prestataire titulaire de l'accord-cadre mettant le CH de Morlaix dans l'obligation de faire appel à un autre prestataire, le titulaire prendra à sa charge le surcoût de l'opération sur production par le CH de Morlaix de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 38 du CCAG/FCS, l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG/FCS).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée du CHU de Brest avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

ARTICLE 10 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le CCAG/FCS, au Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant.

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, entre le titulaire de l'accord-cadre et l'acheteur, le CHU de Brest proposera au prestataire de régler le litige à l'amiable.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif de Rennes sera compétent.

ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS
L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG /FCS

ARTICLE 12 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

La Trésorerie Principale de BREST CH est chargée du paiement des fournitures livrées dans le cadre du présent accord-cadre pour le CH de Morlaix.